

Au CAN

Une assemblée générale des comités NPA de l'Hérault (34) s'est tenue le samedi 13 décembre.

5 **Cette AG d'une soixantaine de participants a discuté des textes et des amendements proposés par les comités.**

Voici en italique et en gras ce qui a été adopté ainsi que les amendements minoritaires.

Principes fondateurs du « Nom du parti »

10

Introduction courte et simple :

Ce document constitue la base sur laquelle nous fondons notre parti.

15 Ce n'est pas le programme complet, détaillé, le « manifeste ». Celui-ci restera à écrire en développant et complétant les idées contenues dans ce document, des idées fondamentales, durables, structurelles et pas conjoncturelles :

-La critique radicale de la société actuelle, avec laquelle nous voulons rompre, le capitalisme

-L'énoncé des principes de la société que nous voulons.

-La stratégie pour y parvenir

20 -La carte d'identité du parti que nous fondons.

1/ Le capitalisme met l'humanité et la planète en danger ajouter : état des lieux 14-15)

Remplacer le titre par : Le capitalisme met l'humanité et son environnement en danger (Bdx2)

25 Le système capitaliste génère des crises successives : crise économique, financière, énergétique, alimentaire, écologique, sociale dont les conséquences sont toujours dramatiques.

30 La crise actuelle est l'aboutissement de la mondialisation capitaliste, une offensive des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples pour augmenter les profits. Depuis les années 1980, elle aggrave l'exploitation, la concurrence entre les travailleurs dans le cadre d'une plus grande division internationale du travail, creuse les inégalités de toutes sortes, perpétue le pillage des peuples dans le cadre des rapports impérialistes, épuise les ressources et détruit la planète.

Plus de trois milliards d'habitants de la planète, soit près de la moitié de l'humanité vit avec moins d'un euro par jour. Selon le directeur de la FAO, il suffirait de 20 milliards d'euros par an pendant 15 ans pour en finir avec l'insécurité alimentaire alors que des milliers de milliards de dollars sont engloutis pour renflouer les spéculateurs.

35

La concentration de gaz à effet de serre a déjà conduit à une augmentation de température de 0,74 °C depuis 100 ans, 11 des 12 dernières années sont les plus chaudes depuis 1850, et ces tendances vont s'accroissant, au point que les prévisions s'emballent, que des points de non-retour peuvent rapidement être atteints avec des dérèglements impossibles à contrôler mais dont les conséquences *[qui]* sont déjà là et vont aller croissant : inondations pour les uns, sécheresses pour les autres, tempêtes dévastatrices, bouleversements et disparitions d'un nombre croissant d'espèces vivante, crises agricoles.

40

Ce sont des millions de personnes dont l'existence même est directement menacée, en premier lieu les populations les plus pauvres qui sont pourtant les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre. Le nucléaire civil et militaire constitue une autre menace d'ampleur.

45

Ces chiffres suffisent à eux seuls à illustrer l'ampleur de la facture sociale et écologique de l'organisation capitaliste du monde. Ils suffisent aussi pour invalider le discours des partisans du système qui consiste à considérer que le progrès, par petites touches successives, génère une amélioration générale des conditions de vie et une réduction des inégalités. Au contraire, même en période de croissance, les inégalités explosent.

50

En France, les 10 % les plus riches possèdent 46 % de la fortune nationale alors que 7 millions de personnes vivent dans la pauvreté.

Les conditions de vie se dégradent, les patrons licencient à tour de bras, accroissent la concurrence entre travailleurs en vue d'obtenir les salaires les plus bas possible. La précarité explose. Les sous contrats

55 précaires se multiplient, éparpillent les travailleurs dans de nouvelles cases sociales et éclatent le monde du travail : CDD, stagiaires, chômeurs, emplois aidés, temps partiels imposés, intérimaires, etc... Les services publics sont démantelés. La protection sociale recule. Le droit à la retraite est remis en cause. L'environnement se dégrade au point que la catastrophe écologique menace.

60 C'est la recherche effrénée et toujours croissante de profits pour une infime minorité de la population qui est à la racine de cette crise.

La banqueroute actuelle est la conséquence logique d'un système qui montre sa faillite. Elle est le produit de la contradiction entre le développement sans limite du crédit, l'économie d'endettement, et le marché d'autant plus limité que les classes dominantes à la recherche de la rentabilité maximum entretiennent le chômage de masse, la précarité, bloquent les salaires...

65 Cette logique est celle de la lutte menée avec cynisme par la bourgeoisie de la finance, des affaires, des multinationales, des banques, les spéculateurs, leurs alliés politiques, les gouvernements, les institutions internationale à leur service (FMI, OMC, BCE, Banque Mondiale) autant d'adversaires qu'il faut combattre à l'échelle nationale, européenne *et* internationale.

70 A l'évolution du capitalisme et l'extension de la sphère marchande à l'ensemble de la planète, correspond une crise écologique sans précédent. Si des sociétés humaines ont déjà eu à faire face à des crises environnementales du fait d'une utilisation non rationnelle de leurs ressources, c'est la première fois qu'une crise prend une telle ampleur, qu'elle concerne désormais tous les habitants de la planète et qu'elle amplifie d'autant les inégalités sociales.

75 Dans le cadre de la mondialisation capitaliste, loin d'aller vers la paix, on assiste aussi au surarmement *et* à l'exacerbation des tensions et des conflits internationaux. De l'Irak à la Géorgie en passant par l'Afghanistan, l'Afrique et la Palestine, les puissances impérialistes, dont la France, imposent leur domination aux peuples, le contrôle des sources d'approvisionnement, des matières premières, du pétrole... au grand bénéfice des multinationales. Cette politique d'agression a pour effet de favoriser une montée du nationalisme, des intégrismes religieux et des logiques communautaires instrumentalisées pour diviser les peuples.

80 La paix est incompatible avec ce système : « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » (J. Jaurès)

85 Cette politique est celle que dictent les classes capitalistes à tous les partis et gouvernements, de gauche comme de droite, qui s'adaptent et se plient à l'économie de marché. Elle s'accompagne d'une volonté d'étouffer la démocratie. La population ne peut exercer aucun contrôle sur les politiques qui sont menées et les élus qui les mettent en œuvre. Les médias et la presse sont détenus par quelques grands groupes.

90 *Si* nous utilisons et défendons les droits démocratiques pour mener le combat politique, il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale ***au bénéfice des peuples***. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population.

95 La logique du système invalide les prétentions de le moraliser, de le réguler ou de le réformer, de l'humaniser, qu'elles soient sincères ou hypocrites. Elle contribue par la même à créer les conditions de son renversement, d'une transformation révolutionnaire de la société en démontrant quotidiennement à quel point il est vrai que le bien-être, la démocratie *et* la paix sont incompatibles avec la propriété privée des grands moyens de production.

100 **2/ Un autre monde est possible :**

version 1 : le socialisme (13 pour emploi exclusif)

version 2 : l'écossocialisme (et déclinaison de cela le long du texte). (3 pour emploi exclusif)

L'un ou l'autre terme doit être utilisé en fonction du contexte (32 pour)

105

La grande majorité de la population est constituée de travailleurs, manuels ou intellectuels :

celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à mettre en œuvre, le plus souvent contre un salaire, qu'ils/elles aient un emploi ou en soient privé, qu'ils/elles soient actifs ou **à la** retraite. L'écrasante majorité des jeunes en formation est destinée à rejoindre cette classe des travailleurs. Pour la jeunesse, les salariés et l'ensemble de la population exploitée par une petite minorité, les capitalistes, il n'y a pas d'autre solution.

Pour les salariés et l'ensemble de la population exploitée, il n'y a pas d'autre solution que de s'attaquer à la racine même de ce système entré en faillite. Il n'y a pas un « bon » capitalisme productif, qui s'opposerait au capitalisme financier qui l'aurait perverti. Capital industriel et capital de placement financier sont depuis très longtemps interpénétrés. La mondialisation capitaliste a été la réponse des bourgeoisies des pays développés à la chute des taux de profit qui s'est produite lorsque le boom d'après-guerre a pris fin. Au cours des trois dernières décennies, le monde du travail a subi une diminution croissante de ses revenus au bénéfice des actionnaires (en 1982, les dividendes *versés* aux actionnaires représentaient 4,4% de la masse salariale, et 12,4% aujourd'hui.) De ce fait, il est de plus en plus difficile aux capitalistes de trouver pour leurs produits des marchés solvables. Cette situation les a poussés à tourner toujours plus de capitaux vers la spéculation, ce qui a aggravé la tendance naturelle du capitalisme à la financiarisation.

Se donner pour perspective le retour hypothétique à un capitalisme plus « humain » serait donc tout sauf réaliste. La période des Trente « Glorieuses » reste dans les mémoires comme celle où les prétentions du patronat avaient été limitées et encadrées, mais cette situation résultait avant tout d'un rapport de forces, construit à travers de grandes luttes de classe, des révolutions *et la Résistance au nazisme*. Sans compter que, pour en arriver là, il avait fallu en passer par les souffrances de la grande dépression des années 1930 et par les horreurs du fascisme et de la guerre.

En finir avec les crises implique d'en finir avec l'exploitation, donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication, qui en constitue la base. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises devront passer sous le contrôle des salariés et de la population, qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. Libérées de la propriété et de l'appropriation capitalistes, la production et la répartition des richesses pourront bénéficier à la société tout entière. Se nourrir, se chauffer, se loger, se soigner, s'éduquer, se cultiver, sont des besoins essentiels qui doivent être garantis pour toutes et tous.

Le socialisme ou l'écosocialisme, c'est le pouvoir des travailleurs *et de l'ensemble des citoyens (très grande majorité pour)* dans tous les domaines et échelons de la vie politique, économique et sociale. C'est la démocratie des producteurs associés décidant librement et souverainement *[de]* quoi produire, comment et à quelles fins. Une telle réorganisation de l'économie et de la société suppose un premier niveau d'émancipation du travail, indispensable afin que les collectifs de travailleurs et de citoyens puissent prendre réellement en charge la marche des entreprises et la gestion des affaires publiques. Une réduction massive du temps de travail, rendue possible par les progrès technologiques, auxquels s'ajouteront la suppression du chômage et la répartition entre tous du travail nécessaire, pourvoira à ce besoin.

Le socialisme n'a évidemment rien à voir avec les politiques capitalistes des formations sociales-libérales telles que, en France, le parti dit « socialiste ». De même, il s'oppose radicalement aux dictatures bureaucratiques qui, de l'ex-URSS à la Chine, en ont usurpé le nom, alors même qu'elles reproduisaient des mécanismes d'exploitation et d'oppression qu'elles prétendaient combattre. Nous voulons avancer vers l'auto-organisation et l'autogestion démocratiques de la société, et cela implique les plus larges libertés d'organisation et d'expression politiques, syndicales et associatives. Il n'y aura aucun recul sur les libertés démocratiques, même formelles, conquises parfois sous le régime capitaliste : *en particulier le respect du multipartisme et de la liberté de la presse. (quasi unanimité , 4 contre)* Le socialisme c'est *[au contraire !]* *bien* le règne de la démocratie la plus réelle et la plus étendue.

Parce qu'elle seule rendra possible des choix économiques démocratiques et rationnels, pris dans l'intérêt du plus grand nombre, la rupture avec le capitalisme est une condition nécessaire afin de stopper la crise écologique dont les effets catastrophiques commencent à se multiplier. Dans le cadre d'une nouvelle

160 organisation de la société, dont la finalité sera l'utilité sociale et non plus le profit, les producteurs et les citoyens, autonomes et responsables, décideront de développer les activités économiques qui bénéficient à la collectivité, et écarteront celles qui mettent en danger les populations et leur environnement. Seule une société délivrée de la dictature du Capital sera en mesure de réconcilier l'Homme et la nature.

165 Une civilisation sans art et sans culture *n'est plus* une civilisation [*sans âme.*] La société émancipée du capitalisme mettra fin à la marchandisation des activités et des œuvres culturelles. Elle garantira l'accès de toutes et tous à la culture et favorisera le respect de la diversité culturelle.

170 Nous voulons construire un système d'organisation collective qui favorise et encourage l'épanouissement individuel de toutes les personnes, « une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (Manifeste communiste). Le socialisme implique ainsi la fin de toutes les oppressions, de tout racisme et de toute discrimination ; le respect des cultures, des langues, des orientations sexuelles, des opinions philosophiques, religieuses *mais aussi celui* de la laïcité des administrations et *des* pouvoirs publics.

175 En particulier, il implique la fin de l'oppression spécifique des femmes, antérieure au capitalisme mais que ce dernier a intégrée et instrumentalisée à ses propres fins. Aucun être humain ne sera libre si la moitié de l'humanité reste dans une position subordonnée, victime de la division sexuée du travail, des discriminations dans l'entreprise, de la double journée de travail dans le cadre de la vieille famille patriarcale et bourgeoise, de violences domestiques. La lutte des femmes contre leur oppression est un aspect essentiel de la lutte contre la domination capitaliste. Il n'y aura pas de socialisme sans libération complète des femmes. Réciproquement, la libération des femmes nécessite la fin de l'exploitation de classe.

180 Le socialisme est par définition internationaliste. Il implique la fin des rapports d'exploitation et de subordination que la France impérialiste *et* néo-coloniale maintient en Afrique et ailleurs, le développement de relations fraternelles et d'entraide avec tous les peuples. Il leur reconnaît, *à commencer par l'outre mer français*, le droit à l'autodétermination, c'est à dire le droit de chaque peuple de décider lui-même de son destin. Nous savons aussi qu'il ne pourra pas être construit en restant à l'intérieur des frontières hexagonales. Toute victoire anticapitaliste en France ou dans un pays voisin aurait immédiatement *à rechercher des appuis* en Europe et plus largement dans le monde *et à favoriser l'émergence internationale des processus révolutionnaires.*

190 3/ Nos vies, pas leurs profits

Par les objectifs que nous proposons dans les luttes d'aujourd'hui nous voulons répondre aux urgences sociales, démocratiques et écologiques.

195 *Il ne s'agit* pas un programme minimum au rabais, mais *d'*une série d'objectifs de mobilisation, des mesures qui remettent en cause le système et préparent le socialisme que nous voulons.

Ce programme remet en cause *la* propriété privée des moyens de production (de transport, de communication, des banques, etc.), insiste sur l'appropriation sociale du produit du travail et impose le contrôle par les salariés et la population.

200 Nous défendons un programme d'urgence qui, pour répondre aux besoins immédiats, prend sur les profits afin d'augmenter les salaires, les pensions de retraites *et* les minima sociaux.

205 Le travail n'est pas une marchandise, les salarié-e-s ne sont pas des variables d'ajustement, les licenciements doivent être interdits sous peine de réquisition des entreprises qui licencient, le salaire doit être maintenu en *cas de* maladie, comme *en cas de* chômage grâce à une protection sociale intégrale. Pour nous la démocratie ne s'arrête pas à la porte des entreprises, c'est aux salariés de décider de ce qui les concerne en matière de conditions et d'organisation du travail.

Le travail use et le chômage de masse ne profite qu'aux patrons : *il faut donc imposer la* réduction et le partage du temps de travail jusqu'à l'abolition du chômage.

210

L'écologie, le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, la lutte contre toutes les formes de discrimination et d'oppression, d'exclusion des personnes handicapées ou malades, la solidarité entre les générations ne sont pas des postures de seconde importance, mais sont au cœur de notre projet.

215 L'urgence écologique implique de rejeter l'idée d'une expansion illimitée de la domination de l'homme sur la nature. ***Le nouveau parti attachera une grande importance à l'écologie*** (unanimité)
220 Sur les questions climatiques, énergétiques et alimentaires, inverser la logique de destruction de la planète exige une planification démocratique. Au discours abstrait sur la « croissance nécessaire » ou « la décroissance » absolue, nous opposons une critique radicale du mode de production et de consommation, la redistribution des richesses, le développement de certains secteurs et la « décroissance » d'autres, énergétivores, inutiles, polluants et dangereux.

Les transports, l'eau, l'énergie, *etc.* doivent être gérés par des services publics contrôlés par les salariés *et* les usagers, pour satisfaire les besoins sociaux, économiser les ressources *et* préserver l'environnement.

225 L'agriculture n'a pas échappé aux effets dévastateurs du capitalisme en sacrifiant notamment les paysans au profit de l'agro *business* et des spéculateurs de l'agriculture. Il est urgent de redonner au territoire agricole une vocation de production de biens alimentaires de qualité, d'aménagement et d'entretien de l'espace rural de façon renouvelable et durable.

230 Nous luttons contre toutes les formes de sexisme, d'inégalités, de violences faites aux femmes, pour le droit des femmes à disposer de leurs corps (avortement, contraception libres et gratuits), pour une organisation de la société qui combatte l'oppression des femmes et la division traditionnelle des tâches, pour la laïcité *et* contre les intégrismes religieux. L'auto-organisation des femmes sera la garantie d'un
235 socialisme débarrassé de la domination masculine.

Nous luttons sans concessions contre les oppressions, contre les discriminations et violences et oppressions vécues par les personnes Lesbiennes, Gays, Bis, Trans et Intersexes (LGBTI). Ces oppressions expriment la haine des sexualités et des identités qui ne correspondent pas aux normes
240 hétérosexuelles et de genre.

Nous défendons l'accès au savoir à la culture, à la formation, à l'éducation laïque gratuite pour tous les jeunes. Mais nous dénonçons un système scolaire inadapté qui vise à formater idéologiquement et à assurer la reproduction des classes sociales. ***Le combat pour la laïcité se traduira par un
245 accroissement des budgets d'éducation, par l'affectation à l'enseignement public des subventions versées jusque là aux institutions privées et par la mise en place de mesures favorables au développement d'un enseignement public réellement gratuit et de qualité. (quasi unanimité, 5 contre)***

250 Nous combattons l'oppression de la jeunesse, dans le cadre de la famille, dans le monde du travail. Nous dénonçons les stigmatisations et discriminations dont sont victimes les jeunes issus des quartiers populaires et/ou enfants d'immigrés, désignés comme responsables de tous les maux.

255 Se débarrasser du racisme suppose que les mobilisations et les mesures radicales contre toutes les formes de racisme, de xénophobie et des discriminations qui en découlent soient à la hauteur du poison distillé au sein de la société : ***on ne transige pas avec l'égalité des droits entre français et immigrés, dont le droit de vote et la liberté de circulation et d'installation.***
L'antiracisme c'est aussi la transmission de l'histoire des peuples colonisés et de leur résistance.

260 Notre programme comporte ***également*** des exigences démocratiques radicales pour s'opposer aux institutions répressives (police, justice...) *et* aux politiques sécuritaires et pénitentiaires qui criminalisent la pauvreté et le mouvement social.

Nous voulons en finir avec les institutions antidémocratiques de la Ve République.

265 Bien évidemment, les mesures que prendrait un gouvernement portant un programme de rupture s'inscrivent dans les mobilisations pour une autre Europe, une Europe *elle-même* en rupture complète avec les institutions de l'Union Européenne, une Europe qui ait pour objectif de satisfaire les besoins sociaux de la population et **[qui ait]** pour ambition de changer radicalement les rapports nord/sud.

270 Développer les mobilisations et les luttes à l'échelle internationale est d'autant plus nécessaire que les capitalistes, eux, sont organisés à l'échelle internationale dans toute une série d'institutions qui jouent en rôle croissant contre les intérêts des salariés et des peuples : Banque Centrale Européenne, Organisation de Coopération et de Développement Economique, Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce, OTAN...

275 Pour changer le cours de l'histoire, il faut que la majorité de la population, le prolétariat et les secteurs populaires dans leur diversité, prennent conscience de leur force.

C'est dans le mouvement social que progresse la prise de conscience, que l'idée d'un nouveau monde s'élabore, que la satisfaction des exigences populaires pose la question de *savoir* qui dirige **et qui doit diriger** la société. La convergence de ces exigences pose **donc nécessairement** la question du contrôle des

280 travailleurs et de la population sur la marche des entreprises et de la société.

Nous sommes en faveur des mobilisations les plus unitaires possibles associant tous les courants politiques syndicaux, associatifs **et** du mouvement social. Dans **ces mobilisations**, nous défendons le principe **de l'auto-organisation** : il est essentiel que ce **soient** ceux et celles qui agissent qui décident de

285 l'orientation, des formes de leurs luttes et de leur direction.

C'est par le développement **[et la généralisation]** des luttes **et par** des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. C'est le rapport de forces issu de la mobilisation qui peut permettre la mise en place d'un gouvernement **décidant** des mesures radicales en

290 rupture avec le système et **qui** engage une transformation révolutionnaire de la société.

En finir avec le système capitaliste, suppose à la fois un bras de fer de longue durée, la force du nombre et une rupture avec l'État et les institutions dont il s'est doté **ainsi qu'avec** les institutions, européennes et

295 mondiales **qui sont au** service des classes dominantes.

4/ S'organiser, agir, faire de la politique, un parti pour l'émancipation

Le parti est un cadre collectif d'élaboration et d'action qui rassemble celles et ceux qui ont librement décidé de s'associer pour défendre un projet commun de société. Si nous décidons de nous constituer en

300 parti, c'est parce que nous voulons agir de façon utile, structurée et cohérente. Nous ne voulons pas nous substituer aux luttes sociales mais y participer pleinement, y soumettre nos idées et nos propositions d'action car nous savons que c'est par la mobilisation la plus large possible que l'on peut stopper l'offensive capitaliste, imposer des avancées sur le terrain social, démocratique et écologique, ouvrir la voie au socialisme.

305 Les partis de la gauche institutionnelle ont abdicqué depuis longtemps de cette perspective. Ils n'ont plus de socialiste ou de communiste que le nom.

Au pouvoir, la gauche institutionnelle, dominée par le PS, tourne le dos aux aspirations populaires. Dans l'opposition, elle ne constitue en rien un rempart contre les attaques de la droite et du patronat, elle

310 n'organise pas la riposte.

S'enfonçant dans la crise et perdant sans cesse du terrain électoral et militant, le PCF se laisse de plus en plus satelliser par le PS.

Aujourd'hui, face à la crise exceptionnelle qui secoue le capitalisme, les réponses politiques de la gauche ne peuvent être à la hauteur de l'enjeu : refusant de rompre avec le système, elles **perdent de leur**

315 **crédibilité.**

Ces courants n'offrent plus ni projet, ni espoir, c'est pour cela qu'ils reculent.

La crise actuelle met ce phénomène en lumière mais il n'est pas conjoncturel, il renvoie à des raisons bien plus profondes : parce qu'il s'est adapté au néolibéralisme jusqu'à en épouser les thèses **dans la version social-libérale**, parce que ses dirigeants ne se distinguent plus de la classe dominante, le PS a renoncé à une politique de réformes progressistes dans le cadre du système.

Les contradictions inhérentes au système capitaliste et la crise actuelle rendent l'alternative évidente : se soumettre à la minorité des privilégiés ou rompre avec elle.

Dans et autour de ces partis de la gauche institutionnelle, nombreux sont celles et ceux qui n'ont pas renoncé à changer radicalement la société.

Avec eux comme avec l'ensemble des travailleurs nous voulons **apporter une réponse aux** capitulations et **aux** reniements de cette gauche **et, à cette fin**, créer une nouvelle représentation politique des exploités, un nouveau parti anticapitaliste, un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société.

Un parti n'est pas un but en soi. C'est un outil pour se rassembler, pour gagner en efficacité dans le combat collectif.

Nous voulons que le NPA soit pleinement démocratique, à l'image de la société que nous voulons. Cela suppose que chacune et chacun y trouve sa place, **quel** que soit le niveau de son engagement. Cela suppose que nous soyons à égalité pour décider, que les instances dirigeantes soient clairement mandatées et dûment contrôlées et révocables, qu'une formation politique soit **mise en place**, que la pluralité des points de vue soit garantie au même titre que le droit de la majorité à agir pour le compte de toutes et de tous.

Nous voulons que le NPA soit efficace, utile tout de suite, présent dans les quartiers populaires, utile pour résister et lutter dans les entreprises, à la pointe du combat auprès de la jeunesse dont le dynamisme des luttes s'avère souvent précieux pour entraîner celle des travailleurs.

Nous participons aux luttes pour des réformes immédiates et nos réponses politiques partent **des réalités du terrain, de tout ce que chacun vit au quotidien. Elles** tracent **en même temps** les contours de la société que nous voulons, basée sur la satisfaction des besoins sociaux. Elles supposent donc la rupture avec le capitalisme et le « tout marchandise ».

Nous participons aux élections pour défendre nos idées. Nous défendons la proportionnelle intégrale et réclamons d'avoir un nombre d'élus conforme au poids que nous avons dans la société.

Dans les institutions électives, nous soutiendrons toutes les mesures qui améliorer[~~aient~~]ont la situation des travailleurs et les droits démocratiques. Nous contribuerons à leur mise en œuvre si les électeurs nous en donnent la responsabilité. Mais nous resterons fidèles **aux idées pour lesquelles** nous luttons et **nous nous engageons solennellement à ne** participer à aucune coalition **qui serait** contradictoire avec ce combat.

A l'échelle nationale, l'application d'un tel programme impliquera la confrontation avec les classes dominantes, et exigera une formidable mobilisation populaire, susceptible de faire émerger de nouvelles formes de pouvoir qui donneront à un gouvernement anticapitaliste les moyens de sa politique.

Nos élus refusent de cogérer le système. Ils s'opposent avec ténacité aux mesures antisociales et défendent bec et ongles, en toute indépendance des majorités de droite ou social libérales, les intérêts des travailleurs et de la population.

Mais une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes. Les luttes peuvent permettre de la contenir, de lui arracher des mesures progressistes pour les classes populaires, pas de la supprimer. La domination de la classe privilégiée de l'Ancien Régime n'a pas été abolie par des réformes. Il a fallu une révolution pour l'éliminer. Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme.

370

Elle implique donc nécessairement un changement des rapports de propriété, **un changement** social et institutionnel, qui rejaillit sur tous les aspects de la vie **de chacun**. Notre choix pour y parvenir mise exclusivement sur l'expression et la mobilisation **de la majorité de la population, y compris sur** l'auto-défense d'un gouvernement au service des travailleurs, pour **éviter la répétition de** ce qui s'est passé au Chili en 1973. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » reste notre boussole. **L'expérience historique montre que, d'**une manière générale, ce sont les forces de la réaction qui imposent la violence. Notre choix **politique** est celui du nombre et des formes de lutte qui **renforcent la légitimité des** revendications **aux yeux des couches populaires et qui n'hésitent pas** à sortir du cadre étiqué de la légalité pour obtenir satisfaction : en tenant fermement les piquets de grève, en réquisitionnant les logements vides, en cachant les sans papiers pourchassés, en désobéissant face à l'intolérable...

375

380

385

390

Nous voulons que le NPA fasse vivre le meilleur de l'héritage de celles et ceux qui ont affronté le **capitalisme** depuis deux siècles, celle de la lutte des classes, des traditions socialistes, communistes, libertaires, révolutionnaires. Ce parti anticapitaliste que nous construisons s'inscrit dans la continuité de celles et ceux qui ont cherché, avec ou sans succès, à renverser l'ordre établi ou à résister à l'oppression. Ce parti porte l'espoir d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. Quand l'histoire s'accélère, que les gouvernants perdent leur légitimité, que de larges secteurs populaires perdent patience, comme en juin 36 ou en mai 68, nous voulons construire le parti qui renforce les chances de gagner. Un parti qui porte la volonté de millions d'individus, un parti qui propose des initiatives susceptibles de favoriser la rupture **nécessaire**.

395

400

Notre parti cherche à se lier à toutes les forces qui, dans le monde entier, luttent avec le même objectif. L'exploitation, l'oppression, les discriminations, la destruction de l'environnement **[ce]** sont des phénomènes mondiaux, le résultat de politiques **qui s'imbriquent les unes dans les autres pour le malheur des hommes**. Nos adversaires, les capitalistes, se moquent des frontières. Ils parlent les langues du monde entier. Ils sont très bien organisés et, pour les combattre, il faut nous organiser avec autant d'efficacité. C'est pourquoi le NPA engagera le dialogue et des collaborations politiques avec les autres forces anticapitalistes dans le monde, dans la perspective de la constitution d'une nouvelle internationale.

405

(Demande d'écriture d'un glossaire pour : capitalisme, bourgeoisie, impérialisme, grands moyens de production, socialisme, éco-socialisme, LGBTI-phobie, OCDE, FMI, BM, OMC, OTAN, Désobéissance civile.)